NON AU BOUCLIER ANTIMISSILE !

Les États-Unis lancent le projet de bouclier antimissile :

Les États-Unis ont dénoncé le Traité anti-missiles balistiques (ABM Treaty) en 2002, qu'ils avaient signé 30 ans auparavant avec l'Union soviétique. Ce traité interdisait le développement de systèmes antimissile. Le Traité sur l'espace extra-atmosphérique (Outer Space Treaty) signé en 1967 interdisait toute militarisation de l'espace. Le projet de bouclier antimissile a été officiellement lancé en 2005. Enfin, en 2006, la politique spatiale américaine a été revue et notamment, les USA déclarent officiellement qu'ils ne se considèrent plus limités dans l'utilisation de l'espace[1].

Le bouclier antimissile comprend l'installation de stations radars en Californie, en Alaska, au Groenland, au Royaume-Uni et en République tchèque. Des missiles intercepteurs seront installés en Californie (4), en Alaska (40), en Pologne (10), et sur des bateaux (130). Enfin, les USA disposent depuis 2001 d'un réseau de bases autour de la Russie : Bulgarie (4), Roumanie (4), Pologne (1), République tchèque (1), Kosovo (2), Géorgie, Azerbaïdjan (plusieurs), Irak (6), Afghanistan (3), Pakistan (plusieurs), Koweït (1), Kyrgystan (1), Djibouti (1). Le Pentagone pousse à l'installation de missiles intercepteurs près des frontières de la Russie, en particulier en Alaska et en Pologne.
Contrairement à sa dénomination, dans la vision des néo-conservateurs américains, le bouclier antimissile n'est pas un dispositif de défense. Leur rêve en passe d'être réalisé et de disposer enfin d'un système qui permette aux USA de frapper massivement la Russie et ses missiles intercontinentaux, et de détruire les quelques missiles qu'ils ne pourront frapper à l'aide des intercepteurs. Une attaque unilatérale de la Russie ne pourrait en effet pas être prévenue par ces missiles intercepteurs. Les États-Unis espèrent ainsi disposer d'un outil de supériorité militaire vis à vis de la Russie, leur cible principale.

Nous voici revenus aux pires moments de la Guerre froide.

Les États-Unis souhaitent-ils réellement attaquer un jour la Russie ? Même si ce n'est pas le cas, ce déploiement accroît considérablement les risques d'accident nucléaire car la Chine et la Russie affirment qu'ils placeront leurs forces nucléaires en état d'alerte maximale, et relance la course au surarmement avec comme première mesure de rétorsion russe, un nouveau projet d'installation de missiles SS-28 en Biélorussie et dans l'enclave de Kaliningrad. L'Europe, dépendante du gaz russe se retrouve menacée tant au niveau économique que comme cible militaire.
Les États-Unis recherchent la suprématie nucléaire pour rendre le monde sécurisé pour l'économie américaine. Des raisons sont vraisemblablement liées au succès des économies indienne et chinoise ainsi qu'à la nécessité de contrôler les ressources en hydrocarbure. La Russie possède 31% des réserves mondiales de gaz, la Chine, 15%... D'autre part, 2007 est aussi probablement l'année du pic pétrolier, ce qui signifie que la moitié des réserves mondiales sont épuisées. La production mondiale est appelée à baisser d'environ 2 à 3% par an dans un contexte de tension où des pays comme la Chine augmentent leur consommation de pétrole de 7% par an. Comme les pays du Golfe persique, la Chine possède une arme de pression sur la devise américaine avec la possibilité de transferts massifs vers l'euro fragilisant ainsi une économie surendettée. Même si un rapport récent des services secrets américain montre que l'Iran n'est nullement sur le point de disposer de l'arme nucléaire, la géostratégie impose par ailleurs que les États-Unis confirment leur suprématie dans les seuls domaines ou leur supériorité est avérée, le militaire et la technologie, domaines décisifs pour les prochaines années [2].

Schéma du bouclier antimissile que souhaite mettre en place l'OTAN

Cinq bases de stations Radars du bouclier antimissile au Royaume-Uni :

Les États-Unis comptent utiliser les nombreuses bases sur le sol britannique (qui accueille déjà des centaines d'ogives nucléaires américaines) pour ce projet de bouclier antimissile [3]. Selon un sondage de l'Institut Yorkshire CND/ICM, 67% des Anglais sont opposés au projet de bouclier antimissile. Toutefois, aucun débat significatif n'a encore été organisé au parlement. Des protestations sont régulièrement organisées devant les deux principales bases de ce dispositif, Menwith Hill et Fylingdales, et la pression devrait monter dans les mois prochains.

Projet d'installation de 10 missiles intercepteurs en Pologne :

Longtemps écartelée entre l'Allemagne et la Russie, abandonnée en 1939 par la France et l'Angleterre, la Pologne est tentée naturellement par un rapprochement avec les États-Unis. Le choix de ce pays, membre de l'OTAN depuis 1999 n'est sans doute pas le fruit du hasard. Les États-Unis prévoient d'installer 10 missiles intercepteurs dans une ancienne base de l'armée soviétique sur une commune non loin de Szczecin, au nord-ouest de la Pologne près de la mer Baltique. Le maire de la commune concernée a interpellé le gouvernement actuel sur ce projet. Il lui a été répondu qu'il n'avait pas son mot à dire. Il a alors interpellé directement l'ambassadeur des États-Unis qui lui a fait une première réponse. Cela a fait un scandale et le projet de bouclier antimissile a alors été abordé dans la presse polonaise.

Rencontre avec Joanna Wrobel, responsable des jeunes socialistes (FMS, Federacja Mlodych Socjaldemokratow) dans un café de Wroclaw, 4e ville de Pologne, capitale de la Silésie, et surtout, ville où fut fondé le Congrès national pour la Paix à l'occasion du Congrès mondial des intellectuels pour la Paix de Wroclaw en août 1948, où ont notamment participé pour la France, Pablo Picasso, Fernand Léger, Paul Éluard et Irène Joliot-Curie.

"Il n'y a pas en Pologne de mouvement pacifiste organisé. Bien que l'opinion publique y soit plutôt opposée, et que l'Institut CBOS de Varsovie a révélé que 56 % des personnes interrogées s'opposent à l'installation d'une base sur le territoire polonais, les partis politiques et les syndicats sont focalisés sur des questions concrètes liées au pouvoir d'achat, au domaine social. La coalition des partis de gauche (50 sièges sur 460 à la Diète) est opposée au projet. La droite conservatrice des frères Kaczynski (Loi et Justice, i.e. PiS) y est favorable, quant au centre droit (PO) du nouveau Premier ministre Donald Tusk, qui vient d'annoncer un retrait des troupes polonaises stationnées en Irak pour l'été 2008, il reste pour le moment indécis [4], et ce dernier a déclaré récemment lors d'une visite des troupes polonaises en Irak « nous avons tout notre temps, nous pouvons attendre ». Gêné, le gouvernement, traite cette question comme un nouveau programme de l'OTAN parmi d'autres. Il n'y a pas encore eu de discussion par rapport à ce programme, la situation pourrait changer lors la question sera abordée au parlement. "

La gauche polonaise noue actuellement des contacts avec les organisations tchèques mobilisées contre ce projet américain de bouclier antimissile. Cela pourrait se concrétiser par des actions communes sur cette question à la frontière entre la Pologne et la République tchèque.

Un Radar géant à l'ouest de Prague ?

En Répubique tchèque où les États-Unis souhaitent installer une base radar [5], autre pièce maitresse de leur dispositif de bouclier antimissile en Europe, le gouvernement de large coalition est nettement plus partagé sur la question. L'opinion publique est opposée à ce projet [6], 70% des Tchèques y sont opposés et 77% souhaitent un référendum sur la question, et des manifestations ont été organisées, notamment cet été, par les partis de gauche et des organisations telles que Greenpeace. Envoyée en ambassadrice, Madeleine Albright a choqué lorsqu'elle a déclaré que « même si les Tchèques et leur gouvernement ne voulaient pas de ce radar, ils n'avaient pas leur mot à dire », du fait que la République tchèque est dorénavant membre de l'OTAN et se doit d'appliquer ce que le commandement de l'OTAN décide. De quoi heurter des sensibilités dans un pays tout juste sorti du giron soviétique et fier de son indépendance.

Wroclaw, décembre 2007, Joanna Wrobel (Mouvement des Jeunes Socialistes Polonais) et Patrice Salzenstein (Mouvement de la Paix)

Références:
[1] US National Space Policy, 31st August 2006, p2, section 2 accessible à http://www.ostp.gov/html/US%20National%20Space%20Policy.pdf
[2] http://www.banthebomb.org
[3] http://www.cnduk.org/
[4] Dépêches 2008 relatives au bouclier antimissile http://mvtpaix25.free.fr/2008/080111-depeches-pologne-bouclier-antimissile.htm
[5] http://www.greenpeace.org/czech/footer/vysledky-hledani?q=radar
[6] Sondage publié le 8 janvier 2008 http://mvtpaix25.free.fr/2008/080108-depeche-AP-antimissile.htm
Source: http://mvtpaix25.free.fr/2007/071231-non-au-bouclier-antimissile.htm